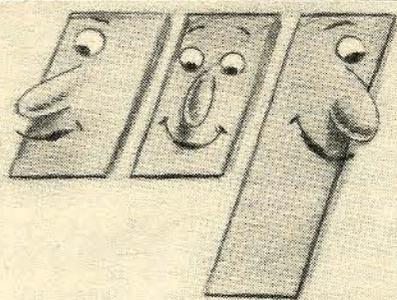


## l'UQAM

Cahier spécial à l'intérieur

10 ans ont passé!  
TOUQUINFeu vert pour les espaces  
ex-commerciaux

Une bonne nouvelle: les millions manquants pour l'aménagement des espaces ex-commerciaux viennent d'être versés à l'UQAM par le Conseil du trésor. Les plans étant déjà prêts, les devis pourront être présentés au ministère de l'Éducation en septembre.

Si tout marche rondement, ces locaux seront occupés en mai prochain par les services suivants: approvisionnements, caisse populaire, comptes étudiants, éducation permanente, imprimerie, protection publique, régistrierie, services aux étudiants, télécommunications; la famille des lettres, la famille des arts, le département d'histoire de l'art et une partie du département d'arts plastiques emménageront égale-

ment dans ces espaces, ainsi que les syndicats SEUQAM, S.C.C.U.Q. et SPUQ; certains locaux modulaires iront aux sciences de la gestion.

Sur les \$3 770 000 destinés à l'aménagement de ces quelque 50 000 pieds carrés du nouveau campus, \$2.2 millions sont déjà dépensés (pour le béton en place). Reste \$1.5 million pour terminer le travail.

Rappelons que les discussions avec le MEQ, portant sur ce dossier, étaient en cours depuis juin 1978. La décision gouvernementale d'octroyer à l'UQAM l'argent nécessaire au parachèvement de son nouveau complexe universitaire a donc été accueillie avec satisfaction et soulagement.  
C.G.

## Au pavillon Judith-Jasmin

## Comment utiliser les grandes salles

Les beaux et grands espaces du Centre socio-culturel du nouveau campus: salle Marie-Gérin Lajoie (750 places), studio-théâtre Alfred Laliberté (300 à 500 places), salle communautaire (250 places) pourront être utilisés par toutes les composantes de l'UQAM, mais selon des critères et modalités définis dans une nouvelle politique institutionnelle.

En gros, la «Politique d'utilisation des espaces du Centre socio-culturel du nouveau campus» spécifie que toutes les activités d'enseignement-recherche créditées, pourront se dérouler sans aucun frais d'exploitation.

Dans le cas des autres activités (non créditées) mais générées par des groupes ou membres de la collectivité UQAM et présentées gratuitement, les utilisateurs ne paieront pas de «coût-immuables» mais seront facturés pour des «coûts-équipements» et «personnel-ressources». Pour connaître le détail de cet aspect de la politique d'utilisation, il faut se référer au Service d'animation socio-culturelle à qui a été confié le mandat de la gestion et de

l'encadrement administratif.

M. Gilles Gagnon, responsable du SASC, souligne que la salle communautaire servira, aux heures des repas, comme point d'alimentation. «Elle deviendra un point d'animation après huit heures du soir». Il ajoute que pour multiplier les types d'intervention et diversifier les activités, aucun groupe ne se produira dans la salle communautaire sur une base régulière.

## Dans un premier symposium mondial

Des scientifiques  
explorent  
la sexualité  
de l'enfant

Habituellement éparpillés dans des congrès de psychologie, éducation, sociologie, voilà que s'offre aux spécialistes de la sexualité de l'enfant une première occasion de rencontre bien à eux. En ce sens, le symposium «Enfance et sexualité» qui aura lieu cette semaine à l'UQAM est un événement international des plus attendus.

Bien que la sexologie ait passablement exploré le champ de la sexualité adulte et que depuis un bon moment déjà Freud ait affirmé l'existence de la sexualité de l'enfant, celle-ci demeure encore un quasi «no man's land» de la recherche scientifique.

«Nous en sommes encore au ba-ba, commente le co-responsable de l'aspect scientifique du colloque, M. Jean-Marc Samson, du département de sexologie. Puisque les études et expériences ont suivi l'engouement somme toute assez récent pour les théories développementales».

Pour la première fois donc, cette jeune science sort de l'ombre et livre, sur la place publique, l'éventail des recherches produi-

tes à ce jour par les spécialistes des sciences humaines, médicales et pédagogiques. Pour la première fois, les hypothèses des uns et des autres seront soutenues, soupesées, controversées en un même lieu provoquant, espère-t-on, un essentiel ressourcement et d'imprévisibles effets sur les travaux ultérieurs.

## Retombées sociales

Initiateur de cette rencontre-carrefour, le département de sexologie lui-même aura, en quelque sorte, à en subir les conséquences: sensibilité accrue aux problèmes de la sexualité enfantine, projets de recherche nouveaux, etc. Sans compter les influences directes sur l'enseignement car les étudiants, inscrits en grand nombre au colloque, ne manqueront sans doute pas d'exiger de leurs professeurs qu'ils accroissent et raffinent leurs connaissances en ce domaine.

Si le symposium est assurément d'envergure internationale, il n'en est pas moins un événement local. Selon M. Samson, Montréal ne pourra plus jamais faire abstraction des questions qui seront soulevées à l'UQAM d'ici quelques jours.

Questions qui bousculeront sans nul doute les idées reçues et mettront la hache dans des préjugés si ancrés qu'ils semblent venir du fond des temps: seuls les adultes ont droit à la sexualité; l'orientation des enfants est toujours et nécessairement hétérosexuelle; les abus sexuels sont indéniablement la responsabilité d'adultes pervers; l'enfant n'est pas équipé pour l'érotisme; les handicapés physiques et mentaux n'ont pas de réactions affectives et sexuelles véritables; l'école n'a rien à voir avec l'éducation sexuelle; la tendresse n'est pas une affaire de garçons etc.

H.S.

## Gérard Raulet, invité en philo

«Rencontrer un homme reconnu pour la diversité et la qualité de ses recherches, pour la vigueur de ses interrogations, c'est extrêmement stimulant», note Georges Leroux, directeur du département de philosophie, à propos de Gérard Raulet, philosophe, professeur à l'Institut d'Études germaniques (Sorbonne), invité à l'UQAM dès ce premier semestre.

M. Raulet qui a récemment publié chez Payot «Marxisme et théorie critique» fait surtout porter ses recherches en philosophie

allemande contemporaine, précise M. Leroux.

De façon générale, ses recherches sur Ernst Bloch «concernent essentiellement la méthode du philosophe, c'est-à-dire les rapports de l'herméneutique et de la dialectique, étudiés à travers la démarche de sécularisation et d'héritage dialectique de la religion».

M. Gérard Raulet donnera des cours intensifs à des groupes-étudiants du 1er et 2e cycles.

Au premier cycle, il abordera les «problèmes d'évolution de la

théorie marxiste». Avec les étudiants d'études avancées, il traitera de la «Théorie critique».

Gérard Raulet, selon M. Leroux, est ouvert aux courants les plus novateurs en sciences sociales. Ce qui le porte à dire que des étudiants de sociologie, science politique, histoire, autant que des étudiants en philosophie, pourraient être intéressés à suivre ses cours.

Rappelons que la période des inscriptions tardives se termine le 11 septembre.

H.S.



M. Jean-Marc Samson assume la direction scientifique du symposium avec M. Jules Bureau, département de sexologie et M. Nicolas Buruiana, du département de psychologie.

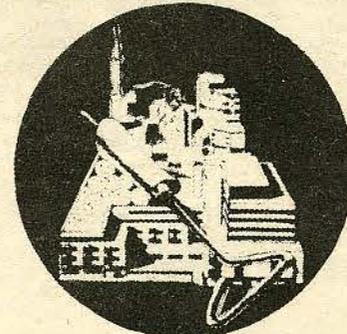
## Formule et contenu

A mi-chemin entre le fonctionnement typique des congrès (où il faut ingurgiter conférence sur conférence) et celui des colloques (où prédominent les travaux en atelier), le département a opté pour des communications d'une vingtaine de minutes immédiatement suivies d'un échange avec les participants d'une durée égale.

Les inscrits peuvent à loisir passer d'un secteur à l'autre: le développement sexuel de l'enfant; hormones, thérapies et dysfonctions sexuelles; éducation sexuelle.

Dans chacun des secteurs, un  
(suite à la page 2)

D'autres informations  
sur le symposium  
en page 7



### Comité exécutif

Au cours de ses réunions tenues durant l'été, en vertu de ses pouvoirs réguliers ou des pouvoirs qui lui avaient été délégués pour cette période par le conseil d'administration, le comité exécutif a :

- engagé des professeurs réguliers plein temps, professeurs substitués, professeurs invités, pour divers départements;
- adopté la politique d'utilisation des espaces du centre socio-culturel du pavillon Judith-Jasmin;
- engagé M. Michel Brissette

### Conseil d'administration

A sa réunion du 26 juin 1979, le conseil d'administration a :

- résolu que soit formellement reconnu à l'UQAM une nouvelle mission universitaire, distincte mais intégrée aux missions d'enseignement et de recherche, identifiée comme "services à la collectivité";
- créé un comité conjoint du conseil d'administration et de la commission des études, dont le mandat est d'étudier les questions découlant du rapport de la Commission d'étude sur les universités, et de préparer les modalités d'une consultation à tenir en septembre 1979 auprès de la collectivité universitaire à ce sujet (ce rapport, déposé par le ministre de l'Éducation à l'Assemblée nationale le 7 juin dernier, recommandait, entre autres, le retrait de l'UQAM du réseau UQ);
- adopté une politique d'aide financière à l'organisation de colloques;
- adopté une politique de répartition des postes de remplacement (19 postes pour 1979-80);
- adopté le règlement révisé des études de deuxième et troisième cycles (Règlement no 8);
- apporté une modification au règlement des études de premier cycle, concernant le grade issu

\* \* \*

A sa réunion du 21 août 1979, le conseil d'administration a :

- approuvé les états financiers 1978-1979 de l'UQAM, pour communication à l'Assemblée des gouverneurs de l'UQ;
- désigné MM André Hade, Michel van Schendel et Jean-Jacques Giguère comme étant les trois professeurs membres du conseil d'administration devant faire partie du comité conjoint du conseil d'administration et de la commission des études, qui a mission d'étudier le rapport de la Commission d'étude sur les universités;
- autorisé la signature d'un protocole d'entente avec l'Assurance-vie et d'assurance-maladie-accident en faveur des étudiants étrangers et de leurs personnes à charge;
- accepté la proposition d'assurance préparée par La Survivance à

au poste de directeur du service des approvisionnements;

- autorisé la signature d'un protocole d'entente entre l'UQAM et l'Université Concordia pour mettre sur pied à titre expérimental, un regroupement interuniversitaire pour l'étude de la religion;
- approuvé une entente d'une durée d'un an entre l'UQAM et le Théâtre de la Grande Réplique, régissant les modalités de leur collaboration, particulièrement en ce qui concerne la formation des étudiants de la maîtrise en art dramatique.

du cumul de certificats;

- modifié l'appellation de la famille des sciences économiques et administratives en "famille des sciences de la gestion";
- modifié l'appellation du module d'enseignement en mathématiques en "module d'enseignement en sciences" (vu l'ouverture du bacc. d'enseignement en sciences en septembre 79);
- autorisé l'ouverture en septembre 79 des programmes de certificat de premier cycle suivants: analyse financière; marketing, gestion informatique, arts plastiques;
- autorisé l'ouverture en septembre 79 de la concentration éducation-animation du programme de bacc. en danse;
- autorisé l'ouverture en janvier 1980, sous réserve de l'approbation du Conseil des études, du programme de certificat de deuxième cycle en thanatologie;
- adopté le budget de fonctionnement pour 1979-80, pour transmission à l'Assemblée des gouverneurs de l'UQ;
- autorisé l'achat d'équipement informatique pour la bibliothèque;
- engagé des professeurs réguliers plein temps, professeurs substitués et professeurs invités, pour divers départements.

l'intention des étudiants de l'UQAM;

- renouvelé le contrat entre l'ACDI et l'UQAM concernant les boursiers étrangers;
- engagé des professeurs substitués et des professeurs invités pour divers départements;
- créé trois postes de cadre au service des approvisionnements (pour répondre à des besoins du secteur des services alimentaires dans les nouveaux pavillons);
- modifié le poste de régisseur technique au service d'animation socio-culturelle en poste de cadre au titre de Responsable des services techniques;
- autorisé les mesures relatives à l'implantation d'un système de gestion téléphonique;
- accepté le projet de développement de la télécommunication informatique à l'UQAM proposé par le service de l'informatique.

## Des scientifiques explorent...

nombre imposant de sommités internationales prendront la parole. De l'UQAM, les communicateurs seront les suivants: Robert Gemme (Les enfants d'aujourd'hui: leur vécu sexuel en 1994); Jean-Marc Samson (L'éducation de la sexualité et de la génitalité comme objectif de l'éducation sexuelle des enfants); Jean-Marie Bouchard (Identité sexuelle des enfants handicapés); Joseph J. Levy et Carole Michaud (La petite fille modèle: socialisation et identité sexuelle de la petite fille dans quelques romans de la comtesse de Ségur — Les contes

de fées et l'apprentissage de la sublimation érotique chez l'enfant); André Bergeron (La Pédophilie comme source d'éducation sexuelle); Edouard Beltrami et Francine Gagné (Protection des enfants abusés sexuellement); J. S. Mowan (La sexualité de l'enfant déficient au travers du dit parental).

Le symposium a lieu quelques jours après la rentrée des étudiants soit les 7-8 et 9 septembre dans les locaux des nouveaux pavillons Aquin et Jasmin.

Denise Neveu

# Les finances de l'UQAM: une amélioration sensible

Les finances de l'UQAM, source constante de pleurs et de grincements de dents, bénéficient cette année d'importants changements. C'est la première fois que la péréquation interne au réseau joue en faveur de sa constituante montréalaise. La première fois, également, que le ministère de l'Éducation adopte des règles de financement favorisant les universités à fort taux de croissance, ce qui est à l'avantage de l'U.Q. dans son ensemble, et donc, de l'UQAM.

En effet, le MEQ subventionne le développement, en 1979-80, selon la méthode suggérée par le Conseil des universités; il en résulte que le taux de financement des clientèles additionnelles varie d'une institution à l'autre, selon la moyenne des taux de croissance des trois dernières années: 11.9% pour le réseau U.Q., 8.5% pour

l'UQAM; après application de la nouvelle formule pré-citée, cela représente des taux de développement respectifs de 5.9% et de 3.3% (taux de croissance budgétaire compte tenu des clientèles.)

En englobant dans ce calcul l'année 1976-77, l'Université du Québec à Montréal se trouve pénalisée, ayant alors subi une importante baisse de clientèle suite à un conflit de travail. Or, l'U.Q. a décidé d'appliquer à sa constituante montréalaise le taux moyen du réseau; ce faisant, elle autorise un transfert de l'ordre de \$900 000 au profit de l'UQAM; cela compense, en partie, la péréquation qui prévalait antérieurement.

Le budget de fonctionnement 1979-80 n'en affiche pas moins un nouveau déficit de \$693 963. M. Jean Brunet, vice-recteur à l'administration et aux finances, précise que ce déficit pourra être épongé à

certaines conditions: l'UQAM recevant \$14 59 par étudiant lent temps complet, il faudra que 480 nouveaux inscrits s'ajoutent aux 11 078 prévus dans le budget. «Nous saurons à quoi nous en tenir fin septembre lorsque le nombre exact d'inscriptions sera connu.»

Fait à souligner, l'ajout de postes de personnel de soutien constitue la priorité institutionnelle pour l'exercice 1979-80: \$270 000 sont prévus à cette fin.

Par ailleurs, le budget 1978-79 s'est soldé par un déficit d'exercice d'environ \$500 000, plutôt que des \$2.4 millions annoncés au 31 mai 1978. Deux principaux facteurs sont à l'origine de cette performance: une forte croissance des effectifs étudiants à l'été et l'automne 78 (plus d'un million de revenus supplémentaires), et une modification de la méthode de dénombrement des clientèles qui a valu à l'UQAM quelque \$300 000.

L'institution bénéficiait également, en mai dernier, d'un important réajustement des subventions du MEQ pour les années antérieures: \$1.2 million, dont \$900 000 au chapitre des loyers. Ce recomptage a pour effet de réduire le déficit consolidé qui passe ainsi de \$2 millions à \$1.3 million.

Financièrement, l'UQAM semble donc se porter mieux qu'il y a quelque temps. Tout n'est pas réglé pour autant, de préciser M. Jean Brunet. Car s'il faut apprécier à leur juste valeur les nouvelles règles de partage interne adoptées par l'U.Q., il faut aussi garder en tête les limites d'une intervention ponctuelle: la même approche, lors d'un prochain exercice, pourrait engendrer des pertes substantielles pour l'institution. Actuellement, le taux de croissance de l'UQAM accuse un certain recul, dû au poids négatif de l'année 1976-77 dans la moyenne; or, dans un proche avenir, ce taux a de fortes chances de se situer de nouveau au-dessus de la moyenne du réseau.

Ce chapitre n'est donc pas clos. C.G.



### Le nouvel exécutif du SEUQAM

Voici le nouvel exécutif du SEUQAM, élu récemment: de gauche à droite: Jean-Pierre Gorry, directeur intérimaire, secteur métiers service; Guy Demers, trésorier; Diane Meunier-Paquin, secrétaire; Yolande Ruffange, directrice, secteur bureau; Micheline Bourassa, présidente; Marcellin Noël, vice-président; Réal Rodrigue, directeur, secteur professionnel; Jeannot Lacroix, directeur, secteur technique.

### Réunions d'automne

	Jour de la réunion	Dépôt de documents dernier jour
<b>Conseil d'administration</b>	20 août	9 août
	24 septembre	13 septembre
	22 octobre	11 octobre
	26 novembre	15 novembre
	17 décembre	6 décembre
<b>Comité exécutif</b>	18 septembre	11 septembre
	2 octobre	25 septembre
	16 octobre	9 octobre
	6 novembre	30 octobre
	20 novembre	13 novembre
<b>Commission des études</b>	4 décembre	27 novembre
	11 septembre	29 août
	9 octobre	26 septembre
	13 novembre	31 octobre
<b>Sous-commission des études avancées et de la recherche</b>	11 décembre	28 novembre
	19 septembre	10 septembre
	17 octobre	5 octobre
	21 novembre	12 novembre
<b>Sous-commission du premier cycle</b>	19 décembre	10 décembre
	20 septembre	11 septembre
	18 octobre	9 octobre
	15 novembre	6 novembre
<b>Sous-commission des ressources</b>	20 décembre	11 décembre
	28 septembre	18 septembre
	26 octobre	16 octobre
	23 novembre	13 novembre
	14 ou 21 décembre	4 ou 11 décembre

## Cours du samedi en arts plastiques

Les cours du samedi pour les enfants de 4 à 16 ans en arts plastiques reprennent le 22 septembre, au 3450 rue Saint-Urbain. Il s'agit de cours de peinture, dessin, modelage, etc., dispensés de 10h à midi, jusqu'au début d'avril 1980. Le coût, pour la série, est de \$30. Pour information, au téléphone: 282-4663.

L'équipe de rédaction a l'entière responsabilité du contenu du journal, qui n'engage en rien la direction de l'Université du Québec à Montréal.

### l'Uqam

volume VI, numéro 1  
5 septembre 1979  
publié par:  
section information  
Université du Québec à Montréal  
1199 rue de Bleury, Montréal  
téléphone: 282-7040

rédaction: Claude Asselin, Claire Gauthier, Pierre Gélinas, Denise Neveu, Hélène Sabourin.

photos: service de l'audiovisuel  
Dépôt légal deuxième semestre 1979  
Bibliothèque nationale du Québec.

# l'Uqam supplément

Quelqu'un, un jour, écrira l'histoire de l'UQAM. D'autres, ailleurs, parleront avec autorité de son évolution et de ses perspectives de développement.

Notre propos, ici, est beaucoup plus modeste. Nous avons voulu présenter une amorce de réflexion sur quelques thèmes généraux.

L'équipe de rédaction du journal L'UQAM a préparé ce supplément à sa manière: cela, en soi, met en lumière la nature singulièrement «ouverte» de l'institution. Cela, aussi, explique les lacunes qu'on ne manquera pas de relever dans ces pages; nous en sommes les seuls responsables.

L'UQAM publiera, il va sans dire, les commentaires qu'on voudra bien lui faire parvenir.

La rédaction

## A propos des études de premier cycle

Au premier cycle, les années à venir risquent peu de ressembler aux dix qui viennent de s'écouler et qui furent secouées par les mises en forme, réaménagements, créations, modifications de programmes, puis finalement par leur consolidation.

Il y a dix ans, les étudiants étaient accueillis à l'UQAM par cette pensée de George Bernard Shaw: «Certains regardent les choses qui existent et disent: Pourquoi? Je rêve de choses qui ne furent jamais. Et je dis pourquoi pas!» (Renseignements généraux à l'intention de chaque étudiant, automne 1969).

Le recteur Léo Dorais parlait «d'université critique» et invitait tous les corps constitués de l'UQAM à s'autodéterminer: «Cette université n'est pas figée, elle ne peut l'être, car elle manquerait à son rôle d'être en devenir» (id.).

L'UQ, siège central, mettait à la disposition de tous le «Document numéro 1» principalement consacré aux études de premier cycle. On y lisait: «La participation directe des étudiants et des professeurs doit permettre de construire et d'animer une université qui, bien que créée, demeure à inventer».

Le document numéro 1 «fut le texte le plus lu, le plus étudié, le plus discuté à l'UQAM dans les débuts. Partant de cette bible où rien n'était fixé, tout était possible. C'était l'imagination au pouvoir», dit Jacques Peltier, aujourd'hui directeur du module d'économie, qui a été le premier doyen du 1er cycle à l'UQAM.

«Entre 1965-1972, le monde baignait dans un climat de contestation, de remise en question, rappelle Claire McNicoll l'actuel doyen du 1er cycle. C'est dans cette atmosphère qu'est née l'UQAM.»

\*\*\*

Toute nouvelle qu'elle fut, l'UQAM ne partait pas toute nue dans la vie.

M. Jean-Marc Tousignant, qui présidait en 1968 un groupe de travail sur l'organisation des enseignements, note que l'UQAM héritait de programmes d'enseignements, de clientèles étudiantes, de professeurs, venus pour une bonne part de cinq institutions ayant chacune leur style et leur tradition: le Collège Sainte-Marie, l'École des Beaux-Arts, les Ecoles normales d'Etat (Jacques-Cartier et Ville-Marie), l'École normale d'enseignement technique.

En vertu d'accords avec ces institutions pré-existantes, et parallèlement à ses programmes de premier cycle — le 2e cycle n'est pas présent en 1969 — l'UQAM poursuit des cours de niveau collégial: B.A. pour adultes, programmes de transition pour étudiants des écoles normales, cours de formation culturelle et professionnelle. Cette clientèle qui représentait 33.6% du total des étudiants en 1970 n'est plus que de 3.2% en 1975. L'UQAM ne cherchait pas tant à liquider «l'héritage» qu'à l'intégrer à ses structures et ses programmes réguliers de premier cycle. Elle voulait briser avec les notions de recyclage et de rattrapage des traditionnels systèmes d'éducation des adultes. Et affirmait le principe «du droit à tous à toute activité de connaissance, de recherche, de création (...) le principe de la reconnaissance de besoins sociaux autres que celui du rendement maximum» (Déter-

mination des objectifs académiques, Phase 1).

Pour mener à bien ce projet d'université populaire et permanente, qui voulait pour tous les mêmes diplômes, les mêmes horaires, le même accès aux services, la même qualité des activités, l'UQAM va libéraliser la politique d'admission aux études universitaires. Et accueillera toute personne de 25 ans et plus, sans diplôme collégial, dont elle aura reconnue l'expérience de travail. Rapidement cet âge sera abaissé à 23 ans puis, en 1977, à 22 ans.

A cet égard, l'UQAM innove. Elle sera suivie dans cette voie par les autres universités francophones du Québec bien des années plus tard.

Une autre mesure va permettre l'accès aux études de premier cycle à un plus grand nombre: la multiplicité des cours offerts après cinq heures du soir. Les étudiants adultes et à temps partiel vont amplement en profiter dès les débuts.

\*\*\*

La double structure module-département (originale à l'Université du Québec), allait fortement influencer les études de premier cycle à l'UQAM au cours des dix dernières années.

Cette structure nouvelle fut définie pour

## Qui vient à l'UQAM?

Les étudiants de l'UQAM, en 1979, sont-ils différents de ceux qui, dix années plus tôt, inauguraient la première université d'Etat du Québec? Un parallèle entre les résultats de deux enquêtes statistiques, effectuées à huit ans d'intervalle, permet de l'affirmer. M. Jean-Pierre Lemasson, du Bureau de recherche institutionnelle, a procédé à la comparaison des données recueillies par CROP, en février dernier, auprès de la clientèle étudiante de l'UQAM, et celles contenues dans le rapport Danvoye-Goulet, qui résume les caractéristiques de cette population en 1970-71.

Un certain nombre de variables n'ont pu être traitées, ne se retrouvant pas dans les deux enquêtes. Voici les traits marquants de cette évolution.

- Les effectifs à temps partiel sont devenus nettement majoritaires, grimpant de 34% (1970) à 57% (1978). Cette proportion est plus élevée que la moyenne des universités francophones de Montréal: entre 1975 et 1978, la part de temps partiels passait de 47.2% à 50.5%. Notons que cette tendance se confirme dans l'ensemble du réseau universitaire ces dernières années.

- L'âge moyen des étudiants est plus élevé: 28.2 ans (1978), contre 25.6 ans (1970). Ce vieillissement est directement attribuable à l'importance prise par les temps partiels qui ont en moyenne 31.2 ans (plutôt que 28.1 en 1970). Leur expérience professionnelle est par conséquent plus longue lorsqu'ils s'inscrivent.

- L'origine sociale de cette population est plus modeste qu'auparavant: en 1970, 28%

## L'UQAM: dix ans déjà

la première fois par le groupe Recherche et Développement, constitué par le ministère de l'Education, en 1967, pour étudier les modalités de création de nouveaux établissements universitaires.

Dans l'esprit des auteurs, selon le rapport des Sages (1977), «il fallait rompre avec la structure facultaire traditionnelle et la remplacer par une autre qui tienne mieux compte des demandes étudiantes (diverses et changeantes) et des besoins des professeurs. D'où les deux notions complémentaires de module et de département». Notions qu'a ainsi décrites le Conseil des Universités dans son rapport (1979) au ministre de l'Education:

«Le département, comme dans toutes les universités, est le lieu de regroupement des professeurs et le centre de la gestion des ressources (...)

«Le module est l'unité responsable des programmes qu'il élabore, gère, évalue et modifie au besoin. Il regroupe les étudiants dont il encadre les activités. Ceux-ci sont représentés au Conseil de module au même titre que les professeurs et les représentants du milieu. Ils ont donc un impact direct sur la programmation et l'évaluation des enseignements et constituent un lieu où la volonté de participation des étudiants peut s'exercer de façon effective».

Faut-il souligner que la structure modulaire ne concerne que les programmes de 1er cycle, puisque les études de 2e et 3e cycles relèvent juridiquement des départements?

des pères appartenaient aux catégories socio-professionnelles supérieures; en 1978, ce taux n'était que de 14.4%, soit de moitié moindre. Par contre, les enfants dont le père est classé sous la rubrique technicien ouvrier spécialisé ont pris de l'importance, grimpant de 13% à 31.8%.

- A souligner, l'essor de la famille des sciences économiques et administratives dont le nombre total d'étudiants, entre 1973 et 1978, passait de 1449 à 8828. Au premier cycle, cette hausse représente 48.7% de la croissance totale de l'UQAM, et 59.6% de la hausse des effectifs à temps partiel.

- L'aire d'attraction de l'UQAM est irrémédiablement le bassin montréalais d'où sont issus, en 1978, 92% des étudiants (82% en 1970).

- Le pourcentage de femmes a augmenté à l'UQAM pour atteindre presque la moitié (48.5% en 1978, 45% en 1970). Cependant, si elles constituent maintenant 25% de la clientèle des sciences (contre 13% en 1970), on les retrouve encore fortement majoritaires en Arts, (63%), Formation des maîtres (60%) et Lettres (63%).

Que conclure, sinon que l'UQAM, chiffres à l'appui, tend à se démocratiser. «C'est là une indéniable réalité qui prouve que son choix idéologique s'est inscrit dans les faits», lit-on dans la synthèse préparée par M. Lemasson. Plus loin: «On peut désormais affirmer, dans tous les sens du mot, qu'après dix ans d'existence, l'UQAM est une université adulte».

C.G.

Dès l'automne 1969, «les journées d'orientation mettent en cause la qualité décisionnelle du module, les sessions de réflexion modulaire cernent constamment le problème des juridictions parallèles des modules et département. «Bilan 70» questionne aussi l'étendue des pouvoirs et l'autonomie des unités de base, et l'année universitaire s'achève sur ces ambiguïtés» (Détermination des objectifs académiques, Phase 1).

La double structure n'allait plus cesser d'être soumise, analysée, décriée. Mais toujours réhabilitée. C'est dans cette structure («plus souple» disaient ses concepteurs) que vont évoluer les programmes de premier cycle à l'UQAM.

Les programmes vont, par ailleurs, cheminer en fonction d'objectifs que l'UQAM va se donner. «Les objectifs explicites des programmes de même que leurs critères de choix et de développement témoignent directement d'une volonté de relation plus étroite avec le milieu, d'une contribution effective à la résolution de problèmes socio-économiques. La pratique de l'interdisciplinarité apparaît dès lors la plus adéquate à ce type de programmes, en multipliant les possibilités d'analyse et de compréhension, et elle tend à s'implanter progressivement», relève-t-on dans un document officiel de l'UQAM (1971).

En arts, en formation des maîtres, en lettres, en sciences, en sciences humaines, en sciences économiques et administratives (six familles regroupant les modules; l'UQAM développe des programmes collant de près à ses objectifs.

Enumerons en quelques-uns (quitte à en oublier): bacc. en théâtre, en musique, en danse. Programmes en sciences juridiques, en sexologie, en travail social, en relations humaines, en études urbaines. Ceux des lettres: en animation et recherche culturelle, en communication. Bacc. en informatique de gestion, en enseignement des sciences, en intervention touristique. Bacc. en enseignement professionnel.

L'UQAM offre aujourd'hui une quarantaine de bacc. et de nombreux certificats dont la qualité égale celle des autres universités. L'UQAM, après seulement dix ans, offre vraiment un choix.

«Il est cependant malheureux, souligne le vice-recteur à l'enseignement et à la recherche, M. Michel Leclerc — qui fut doyen du premier cycle — que les programmes de bacc. tendent avec les années, à se modifier dans le sens de la rigidité. Qu'ils se replient sur la discipline plutôt que de s'ouvrir sur des champs d'étude ou d'intervention. A l'intérieur des programmes, les cours obligatoires se multiplient et laissent moins de place pour des activités libres, de synthèse, etc. Je suis tenté de dire: ou bien on change les programmes ou bien on change les objectifs».

Claire McNicoll, actuel doyen, n'est pas loin de partager cet avis. «Il faut faire un retour aux sources, se rapprocher de nos objectifs initiaux. Nous y réussissons mieux avec notre politique de certificats qui offre des réponses rapides, plus ouvertes au milieu, plus près des besoins des étudiants. Souhaitons que nous puissions offrir dans un proche avenir — si la situation financière se rétablit — nos bacc. individualisés qui sont aussi conçus dans cet esprit».

Michel Leclerc, comme Claire McNicoll, craignent ce que d'autres souhaitent ardemment: que l'UQAM se «respectabilise». Mettant en veilleuse ce qui lui a justement valu le respect: sa vocation d'université créatrice et critique.

Hélène Sabourin

# Dix ans déjà

## Etudes avancées et recherche

# Une reconnaissance arrachée du haute lutte

Emporté dans le tourbillon d'une université créée à toute vapeur, pressé de fournir l'enseignement de premier cycle aux premiers inscrits, occupé à éprouver quotidiennement la double structure module-département, tout un chacun avait bien d'autres chats à fouetter, en cette année 69, que de se pencher sur le sort des études avancées et de la recherche.

Pourtant, dès septembre, dans un petit local du Ste-Marie, le décanat des études avancées et de la recherche tentait de se tailler une place au soleil. Avec un maigre budget de \$40,000 et un personnel réduit à l'extrême, il s'attaquait à la tâche sans soupçonner l'ampleur et la dureté des batailles qu'il aurait à livrer pour construire cet édifice qui apparaît aujourd'hui relativement solide.

### D'un combat à l'autre

Epoque héroïque, s'il en fut, que celle des premières années où le concept même d'une université à part entière arrivait péniblement à faire son chemin. Ni les organismes de planification mis en place par l'Etat québécois (Conseil des Universités en tête), ni les autres universités du Québec, tentées de garder jalousement ces clientèles restreintes des 2e et 3e cycles, ne percevaient l'UQAM autrement que comme université de premier cycle. Sans opposer une fin de non recevoir, les uns et les autres affichaient un scepticisme poli.

Née dans une nouvelle conjoncture politique et sociale marquée par la planification et le contrôle des ressources, l'UQAM fut la seule université québécoise, ou presque, à devoir défendre farouchement la création de chacun de ses programmes de maîtrise et de doctorat. Côté sain de ces confrontations: des orientations originales qui ne sont pas la simple duplication de ce qui existe ailleurs; et une grande qualité des projets puisque, de toute évidence, pour passer la rampe il fallait briller par l'excellence.

Les organismes subventionnaires n'étaient pas davantage à l'abri des préjugés ambiants de sorte qu'il ne fallut rien de moins, pour neutraliser les sourires en coin et s'attirer quelque considération, que l'intégration progressive des professeurs de l'UQAM à leurs comités d'évaluation des projets et de distribution de fonds.

L'UQAM avait, par surcroît, à compter avec les inconvénients du fédéralisme UQ. En même temps que se définissaient ses constituantes, l'UQ était en quête d'une identité en matière de recherche et d'études avancées. Le siège social a songé à une école centrale de gradués; a caressé le rêve de maîtrises-réseau; a été tenté par la gravitation de tous les centres de recherche (en sciences) autour de l'enfant chéri qu'était l'INRS.

Par ailleurs, les règlements de l'UQ ne soufflaient mot sur les structures d'organisation interne des études avancées et de la recherche: où rattacher la recherche? fallait-il appliquer la double structure aux études avancées? etc. Tout en réfléchissant à ces questions fondamentales et en y répondant à sa façon, l'UQAM jouait des coudes avec la maison-mère pour affirmer sa propre vision des choses.

Politiques le plus souvent, ouvertes ou subtiles, ces multiples pressions ont forcé l'UQAM, pourrait-on croire avec le recul, à concevoir des stratégies de développement efficaces puisque sa crédibilité dans le domaine des études avancées et de la recherche est désormais chose acquise.

### Difficultés intestines

D'une autre nature étaient les obstacles rencontrés à l'intérieur de l'Université. Chez le corps professoral, formé à plus de 75% à même les institutions absorbées par l'UQAM: forte proportion de non-"doctorés"; peu ou pas de tradition de recherche; résistance inégale au changement, etc.

Bien que les départements aient été très tôt reconnus comme lieux par excellence de la recherche, c'est sur les épaules des professeurs que retombait en définitive la responsabilité de trouver le pouls de l'institution. C'est à travers le tumulte et le dynamisme propres aux grandes aventures qu'ils ont dû inventer de nouveaux modes d'enseignement et de recherche alliant leurs intérêts professionnels et les préoccupations naissantes de l'Université.

Certains privilégiaient la recherche individuelle, d'autres la recherche de groupe. D'aucuns optaient pour la recherche fondamentale pendant que certains prenaient la direction recherche appliquée. Et encore, allait-il être question de recherche libre ou orientée? disciplinaire ou interdisciplinaire? Fallait-il s'impliquer dans les centres de recherche (CERSE, CRE—SALA, CRD, CIEE) créés au hasard des circonstances par les administrateurs de l'époque?

Toujours vives, parfois acerbes, ces confrontations étaient de bonne guerre et c'est grâce à elles qu'à partir de 71 les programmes d'études avancées et de recherche acquéraient leur rythme de croisière. Certains suscitant, telle la maîtrise en arts plastiques, des débats quasi-historiques...

Aujourd'hui, l'UQAM compte 24 programmes de maîtrise et 5 de doctorat, axés pour la plupart sur les orientations contemporaines de la connaissance. Le décanat des études avancées et de la recherche a établi des politiques formelles, mis en place des mécanismes de concertation et de coordination, réglémenté les demandes de subventions, défini les structures de fonctionnement et d'encadrement. L'an dernier, le décanat disposait d'un budget de recherche d'un million de dollars. En 10 ans, que de chemin parcouru malgré les inévitables accidents de parcours et corrections de trajectoires.

### Hors des sentiers battus?

Les études avancées et la recherche ont-elles pour autant emprunté des voies nouvelles? Oui et non. Ni plus, ni moins. Ni mieux, ni pire qu'ailleurs. Les volontés de changement, inscrites dans le discours des ouvriers de la première heure, ne semblent pas avoir produit la mutation rêvée.

L'axe des services à la collectivité, maintenant reconnu dans les politiques du décanat et en voie d'influer sur la

prochaine convention collective SPUQ-UQAM, ne rejoint en réalité qu'une poignée de chercheurs.

Rien ne permet aujourd'hui d'affirmer que l'UQAM dame le pion dans le secteur de la recherche appliquée vers lequel elle s'était d'abord tournée par nécessité de survie: il fallait bien occuper le champ laissé libre par les universités concurrentes. Si la tendance s'est quelque peu maintenue, confirmée par la suite par des choix politiques institutionnels, il ne faut pas oublier qu'elle est née par la force des choses et non par celle de la vertu.

Il faut bien admettre aussi que, malgré certaines aspirations tenaces, la multi ou l'inter-disciplinarité n'a pas fait de ravages

jusqu'à maintenant à l'UQAM. Fallait-il escompter que les professeurs de cette nouvelle université allait perdre, comme par magie, l'autonomie et l'indépendance si chères au chercheur? que les guerres de disciplines et d'écoles n'auraient pas lieu? que les pouvoirs départementaux n'allaient pas être opposés aux pouvoirs des centres de recherche ou des équipes pluridisciplinaires? qu'une race neuve de chercheurs allait éclore malgré les pressions historiques et sociales, multiformes et omniprésentes? que les discours allaient défilier le temps?

Rome ne s'est pas bâtie en un jour.

Denise Neveu

## L'UQAM dans le Réseau

# L'union fait-elle la force?

L'UQAM fête ses dix ans, c'est plus que l'âge de raison. Et elle étrenne, par le même occasion, un campus tout neuf longuement attendu. Dix années de vie et de croissance parfois mouvementées. Dix années de coexistence - pas toujours pacifique - avec les autres membres de la famille UQ. Après la réforme Després fortement contestée, les échanges animés portant sur la péréquation, la Commission d'enquête sur les universités, le rapport Angers, on est en droit de se demander comment se porte le réseau de l'Université du Québec. Et surtout, comment l'UQAM se perçoit à l'intérieur de ce mariage de raison contracté en 1969. A notre requête, le recteur de l'Université, M. Claude Pichette, trace un bilan de nos relations avec l'UQ.

En voici les grandes lignes.

### Le lien académique

"Le bilan est relativement mince compte tenu des espoirs formulés lors de sa création." Il était alors question de complémentarité, d'échanges de ressources humaines, d'expériences conjointes. Or, rappelle M. Pichette, peu de choses ont été réalisées en collaboration avec les autres constituantes au plan académique. "Dans ce domaine, l'existence du réseau n'a guère été probante."

Au contraire. Elle a été, à son avis, source de lourdeur et de dédoublement. Les règlements pédagogiques de l'UQAM, par exemple, doivent être conformes à ceux de l'UQ. "Une université autonome a une plus grande latitude pour modifier sa réglementation et l'adapter à des besoins nouveaux".

### Le lien informatique

A l'origine, explique le recteur, on a conçu un système centralisé, vu la nature de l'appareillage. "Or, lorsqu'on centralise trop, on devient souvent inefficace car on s'éloigne de l'utilisateur; il est alors difficile de répondre à ses besoins." A l'heure actuelle, une certaine décentralisation est en cours, longuement revendiquée par l'UQAM. Dorénavant, le C.C.R.I. (Centre commun du réseau informatique) sera géré par un comité de direction où siègeront d'office les représentants des constituantes.

L'UQ accepte donc de partager la gestion du réseau informatique, ce qui constitue une nette amélioration. «La nouvelle est



Claude Pichette, recteur depuis 1977

d'autant meilleure, ajoute M. Pichette, que le C.C.R.I. aura dorénavant deux pôles: l'un à Québec et l'autre à Montréal; à cette fin, le siège social entend fournir à l'UQAM un appareil Ciber qui pourra desservir, en priorité, ses professeurs et ses chercheurs.

### Les relations de travail

A une certaine époque — récente, somme toute — les relations de travail, particulièrement en période de négociations, souffraient d'une très forte centralisation. Cette tendance atteint son point culminant suite à l'adoption de la réforme Després en 1975.

Selon M. Pichette, avec les mêmes politiques opérationnelles, l'UQAM arrive maintenant à préserver, avec un soin jaloux, son autonomie à ce chapitre. "Bien entendu, il y a encore une certaine concertation à l'intérieur du réseau; cependant, nous disposons d'une marge de manoeuvre qui nous permet de négocier directement et véritablement. Ce fut le cas lors du dernier conflit". A son avis, cet état de chose tient beaucoup aux hommes en place. "La direction actuelle de l'UQ comprend mieux nos exigences dans ce domaine".

### Le lien administratif

D'abord, le bon côté. L'UQ a les

ressources, le personnel et le temps de fouiller par des études approfondies, les grands sujets d'actualité qui l'intéressent. Toutefois, de souligner le recteur Pichette, cet avantage est mineur: l'UQAM accepte rarement de s'en remettre aux analyses du siège social sur les questions importantes et préfère élaborer son propre point de vue.

"La structure administrative du réseau, insiste-t-il, entraîne un dédoublement fort coûteux en temps. L'institution, pour toutes les décisions importantes, doit obtenir l'assentiment de l'UQ avant de passer à l'action. Elle a toujours une étape de plus à franchir que les universités autonomes". Exemple: le budget. Elle doit d'abord discuter des règles de financement avec l'UQ, plutôt que de s'adresser directement au ministère; puis chaque budget doit être entériné par l'Assemblée des gouverneurs...

#### Le lien financier

Le réseau a coûté cher à l'UQAM: même l'UQ. le reconnaît. M. Pichette distingue trois phases du financement de l'UQAM, tel que régit par la péréquation interne à l'Université du Québec. La première fut la plus longue et la plus coûteuse: d'année en année, l'écart entre le montant versé pour l'UQAM par le ministère, et la somme effectivement perçue par l'institution, grandissait. La deuxième étape fut amorcée il y a deux ans, suite à une modification par le siège social de ses règles de partage interne; elle entraîna une stabilisation de la péréquation qui cessa de croître d'une année à l'autre. Dernière étape qui a vu le jour avec l'année nouvelle: l'UQ vient d'adopter des mesures qui font jouer la péréquation à rebours, cette fois à l'avantage de l'UQAM. «Soyons juste, précise le recteur: c'est une importante amélioration. Toutefois, si une partie de la péréquation se trouve ainsi annulée, celle-ci demeure. Et rien ne nous assure que l'an prochain, ces mêmes règles ne joueront pas contre nous».

#### Le bilan

S'il fallait faire la synthèse de tout ça? M. Pichette partagerait les dix années de l'UQ. en trois tranches; la première en fut une de tâtonnement, de tiraillement et de recherche d'un équilibre; la seconde, une tentative de rationalisation, dite réforme Després, marquée par l'application de règles plus rigides; la troisième, à peine esquissée, bénéficie déjà d'un certain allègement administratif. Progrès qui coïncide, d'après le recteur, avec la nomination de M. Gilles Boulet à la tête du réseau. "De par son expérience, il connaît mieux les problèmes des constituantes. C'est une personne souple qui sait écouter les gens, qui affirme que les règles ne doivent jamais primer sur les hommes".

Mais, s'empresse-t-il d'ajouter, tous les problèmes ne sont pas résolus pour autant. "Avec 16,000 étudiants, l'UQAM est une grosse université, capable de se doter d'un éventail important de programmes et de services, capable de s'auto-suffire. Cela ne fait aucun doute: les Universités Concordia et Sherbrooke sont relativement plus petites mais tout de même autonomes".

A son avis, un réseau universitaire est un instrument plus utile à de petits établissements: ayant des moyens limités, vu le nombre de leurs étudiants, ils peuvent davantage bénéficier d'une mise en commun des ressources. En juin dernier, la Commission d'étude sur les universités recommandait l'autonomie de l'UQAM. Qu'en résultera-t-il? "L'UQAM peut-elle vivre seule? A-t-elle intérêt, sur une longue période, à se retirer du réseau? Quels seraient les avantages et les désavantages d'une telle initiative? Ce n'est qu'après avoir consulté les principaux intéressés, et répondu le mieux possible à ces questions, qu'une décision sera rendue". Le recteur Pichette conclut: "Ce choix sera déterminant pour l'avenir de l'Université. Il ne devrait donc pas tenir à des éléments de conjoncture".

Claire Gauthier

té aux problèmes des travailleurs par et avec le SEUQAM. Les luttes menées par les employés de soutien tablaient sur des valeurs terre à terre — les conditions de salaire et de travail — à l'exclusion des idéologies: un contact par les tripes, si on peut dire, avec la réalité de l'ensemble des travailleurs, dont certes, les parents d'étudiants issus de milieux ouvriers. Par le biais de l'AGEUQAM, qui semble être à l'UQAM ce que l'Acadie est aux Maritimes, une réalité vivante mais sans pourtour juridique, les étudiants ont toujours apporté leur appui aux batailles syndicales (coordination avec les structures de grève, présence sur les lignes de piquetage) dans la ligne de leurs revendications, telles que l'accès du plus grand nombre à l'éducation et la gratuité universitaire.

\*\*\*

Le Syndicat des chargés de cours à l'UQAM (SCCUQ) fait figure de novateur dans un double contexte: d'une part, on observe en 68-69 un vaste mouvement de syndicalisation dans les secteurs public et para-public, et dans les milieux enseignants en particulier; d'autre part, on assiste à la montée très rapide de l'emploi à temps partiel, du pigisme et du statut de contractuel. Le SCCUQ est fondé en 76, accrédité au début de 78. Il négocie l'été courant, fait grève durant l'hiver 79 et la ronde se termine par l'imposition d'une première convention collective par le conseil d'arbitrage. Première sentence du genre au Québec. Mais aussi, grève pilote de février à mars 79. Deux événements majeurs que suivent de près tous les chargés de cours non syndiqués (environ 5,000) des niveaux universitaire et secondaire. Quelles seront les répercussions?

Sur son propre terrain de manoeuvre à l'UQAM, le Syndicat des chargés de cours a centré son action sur l'amélioration des conditions de travail, préalable jugé indispensable à une meilleure qualité d'enseignement. Il est instructif de rappeler quelques-unes des principales revendications: un délai d'embauche raisonnable, un nombre maximum d'étudiants par chargé de cours, des locaux (bureaux, téléphones) permettant de rencontrer l'étudiant en dehors des salles de cours, d'établir ainsi un contact direct avec le principal intéressé à l'Université.

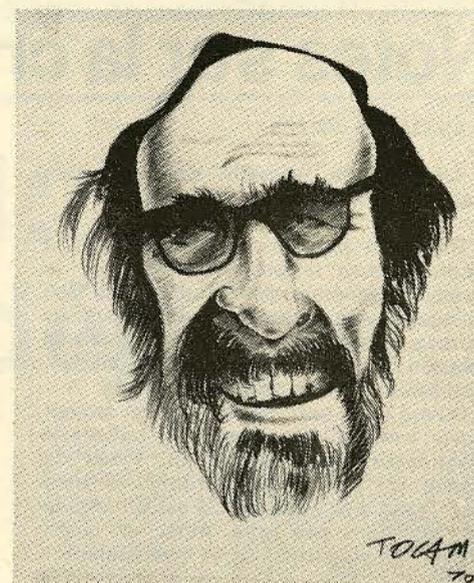
Parmi les acquis, non le moindre est la participation des étudiants à l'évaluation des enseignements des chargés de cours. Ce rouage de fonctionnement démocratique, l'Université, de l'avis du SCCUQ, ne l'a concédé qu'après une rude bataille, geste que le Syndicat interprète comme un retour forcé de l'UQAM à son discours officiel de départ: université populaire, de participation et de concertation.

En infléchissant ce qu'il considère comme des tendances élitistes et centralisatrices de l'Université, le SCCUQ ramène celle-ci à sa vocation propre d'institution démocratique. En ce sens, le Syndicat estime jouer un rôle éminemment positif dans le développement de l'UQAM.

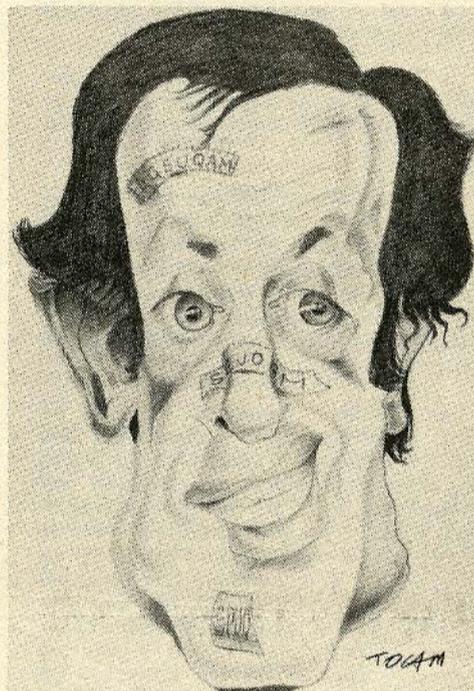
Enfin, l'embauche massive de pigistes, le SCCUQ le reconnaît, n'est pas un phénomène spécifique à l'UQAM (taux de 50%) mais s'inscrit dans une vaste opération à l'échelle des gouvernements pour contrer la crise économique par des mesures de rentabilisation, dont des coupures de budgets. Cependant, que l'administration mise sur une main d'oeuvre à bon marché de professeurs pigistes non syndiqués, et s'en serve comme moyen de pression pour récupérer des droits acquis, ça, le Syndicat ne l'admet pas.

\*\*\*

Comme groupement représentant l'ensemble des professeurs d'une université québécoise, le SPUQ (Syndicat des professeurs de l'Université du Québec à Montréal) est accrédité en tête de file en 1971. Il a tenu à s'affilier à une centrale ouvrière, la CSN, pour essayer de se situer du côté des travailleurs plus démunis (ouvriers d'usines, employés d'hôpitaux, cols blancs), pour côtoyer par le syndicalisme des gens qui ne viennent pas à l'Université. A la base, une volonté de faire en sorte que l'UQAM pratique une large ouverture sur le milieu, en redéfinissant par exemple les services à



Léo A. Dorais, recteur 1969-1974



Maurice Brossard, recteur 1974-1977

la collectivité en termes d'éducation permanente, en mettant sur pied un organisme conjoint de formation syndicale (entente UQAM-CSN-FTQ).

A l'origine de l'UQ et de l'UQAM, deux orientations prenaient corps parallèlement: celle d'une plus grande participation des étudiants et des professeurs aux structures d'enseignement et de recherche (pouvoirs des modules et des départements, commission des études); celle d'une plus forte centralisation polarisée par la nouvelle université d'Etat, modèle d'ordre proposé au monde universitaire québécois. De prime abord, l'opposition entre les deux n'apparut point évidente. Mais à l'usage elle devint vite manifeste. Qu'on pense à la tentative de mise au pas par la Réforme Després en 74-75. Le Réseau se transformait en un appareil bureaucratique fonctionnant à l'envers des mécanismes de concertation mis en place à l'UQAM, formules qui précisément différenciaient cette dernière des universités traditionnelles. Pour leur maintien, le SPUQ s'est toujours battu, partant du point de vue que c'est aux professeurs et aux étudiants, non aux administrateurs, de décider de l'enseignement et de la recherche. Voilà une démarche dynamique, novatrice! Ce consensus autour de choses jugées essentielles à l'Université a justement constitué un point de ralliement de l'ensemble des professeurs, que la fragmentation pavillonnaire rendait relativement étrangers les uns aux autres. D'où prise de conscience des possibilités de travail en commun. Non seulement les professeurs syndiqués ne doivent-ils pas attendre que l'administration décide pour eux, mais au contraire, ils doivent lui pousser dans le dos; tant que le Syndicat reste vigilant et fort, il met de la pression, par exemple, pour faire augmenter le nombre de professeurs réguliers malgré les coupures budgétaires, pour obtenir des ressources supplémentaires. Et sans l'appui du SPUQ, quel pouvoir de revendication l'UQAM a-t-elle dans le Réseau, ou vis-à-vis les autres universités?

Claude Asselin

## Le syndicalisme à l'UQAM

# Une histoire mouvementée

De la naissance de l'UQAM à aujourd'hui, quelle part a pris le syndicalisme dans l'essor et le rayonnement de l'Université?

Les lignes qui suivent sont un écho de réflexions de gens engagés dans le combat syndical. Ou qui le furent à un moment donné. Rien de plus.

Il s'agit de: Diane Charlebois, Jean-Pierre Cheneval, Francine Lajeunesse, Louise Miller, Jean-Marc Piote, Thomas Rondeau, Carol Saucier. Et un étudiant, Charles Rheault.

\*\*\*

L'Université ouverte, dynamique, démocratique dans son fonctionnement et ses structures...

En 1970, l'image de marque de l'UQAM, un an après la fondation, commençait déjà à pâlir singulièrement dans l'esprit des partenaires de l'intérieur: professeurs, étudiants, employés, cadres intermédiaires. Ainsi, les conditions de travail et de salaires des employés apparaissent peu viables. Lors d'une réflexion collective de quelques jours, ce mémorable «Bilan 70» qui remit tout en cause, il fut convenu de l'opportunité pour les employés de soutien de se regrouper. Face à une administration qui, il faut le dire, ouvrait assez largement la porte.

Opération-éclair qui surprend même les futurs syndiqués, premiers intéressés; le syndicat des employés de soutien est accrédité et fondé à l'été 70, négociant durant six mois, déclenche la grève à la fonte des neiges, et presto! signe avec l'UQAM (et l'Etat central c'est-à-dire l'UQ très présente

par son président, M. Alphonse Riverin), une entente collective liant plus de 500 membres du SEUQAM, ainsi nommé pour «Syndicat des employés de soutien de l'Université du Québec à Montréal», rattaché par choix au Syndicat canadien de la Fonction publique (SCFP-FTQ).

Précédent en Amérique, le SEUQAM n'aura qu'une seule structure pour quatre secteurs de travail: technique, bureau, métiers et services, professionnel. On obtient le congé payé de maternité avant même l'instauration de l'assurance-chômage; une lettre d'entente, signée au moment de la crise d'octobre 70, stipule que les employés de l'UQAM conduits à l'ombre par les forces de l'ordre (plus d'un fut écroulé) continuent d'être rétribués jusqu'à mise en accusation.

La syndicalisation des employés de soutien amènera directement celle des travailleurs de l'Université de Montréal. Elle permettra à l'ensemble des employés non encore syndiqués du Réseau de profiter des gains et avantages du SEUQAM, sécurité d'emploi et mécanismes de griefs en moins.

L'arrivée d'un syndicat du secteur universitaire au SCFP a bouleversé les bonnes traditions locales; on les aura à l'oeil, ces «jeunes gauchistes»! De plus, la centrale, ralliant une confiante majorité d'hommes, se trouve soudainement investie par une vague de femmes très militantes du SEUQAM.

Mais il ressort qu'une des plus fortes répercussions sociales en 10 ans, c'est la sensibilisation des étudiants de l'Universi-

## Dix ans déjà

# Notes sur la création de l'UQAM

L'UQAM a dix ans.

L'idée d'une "nouvelle" université française dans le Québec en a vingt.

Tout ça a commencé, officiellement, à Montréal avec le projet préparé par la Direction générale des études pour les collèges de la Compagnie de Jésus au Canada français, "Mémoire concernant la création de l'Université Sainte-Marie", rendu public en octobre 1960.

Quand, plus tard, l'affaire, qu'on croyait morte, a été ranimée, c'est d'une université montréalaise dont on parlait; l'idée de réseau est arrivée par surcroît. Si bien qu'on peut dire que l'UQAM est à l'origine de l'UQ, ou à peu près. Ainsi, en lisant UQAM, on entendra UQ, et inversement.

\*\*\*

La création de l'UQAM a été un geste essentiellement politique.

Ce fut, d'une certaine façon, le couronnement de la réforme générale de l'éducation réalisée sous le gouvernement Lesage.

Ce fut une manifestation (parmi d'autres) du phénomène le plus important (et le plus mal connu) de la période de la "révolution tranquille": le développement de la notion d'Etat et d'un appareil d'Etat où n'existaient auparavant que des mécanismes d'administration régionale, pour ne pas dire tribale.

Les grandes orientations de l'Etat se sont, pour ainsi dire, affranchies des partis. De Lesage à Lévesque, il y a une singulière continuité... qui ne serait pas interrompue sous un éventuel gouvernement Ryan. (Il y a une filiation naturelle de la création du ministère de l'Education au Livre vert sur la recherche scientifique.) Il faut reconnaître là, bien sûr, une question d'échelle. Les circonstances étaient favorables: encore fallait-il qu'il y ait des hommes capables de les articuler. De nombreux pays n'ont pas encore de l'Etat que la coquille juridique; il aurait pu en être ainsi chez nous.

Le hasard a voulu que le Québec soit bien servi, notamment dans le domaine de l'éducation. Les grands mandarins qui ont fait la réforme de l'éducation au niveau primaire et secondaire sont aussi les créateurs de l'UQAM. A toutes les étapes de la gestation de l'UQAM, on retrouve les mêmes noms dans les comités-clés: Arthur Tremblay, Germain Gauthier, Louis Rousseau, et peut-être surtout Pierre Martin et Gérard Martin. L'Etat a créé l'UQAM pour répondre à des besoins de l'Etat, qui voulait répondre à des besoins nouveaux de notre société.

\*\*\*

La nature du problème avait été posée de façon indirecte mais fort claire par l'Association des professeurs de l'Université de Montréal dans le pamphlet, par ailleurs rigolo, publié en 1961 sous le titre de "L'Université dit NON aux Jésuites" (NON au projet de l'Université Sainte-Marie):

"Pour répondre aux besoins de la population, l'Etat s'est vu en quelque sorte contraint d'organiser lui-même l'enseignement technique et spécialisé. C'est le seul secteur de l'enseignement où le gouvernement provincial a cherché à s'acquitter de ses responsabilités envers la collectivité. C'est d'ailleurs le seul où il a eu la liberté d'agir". (Editions de l'Homme, p. 69.)

Et encore:

(L'Université Laval et l'Université de Montréal) "...avaient la responsabilité de diriger seules l'enseignement universitaire et supérieur puisque l'Etat lui-même ne s'en préoccupait pas." (op. cit. p. 74)

Les querelles du gouvernement Lesage avec les universités Laval, Montréal et

Sherbrooke en 1963 au sujet des subventions ont montré les difficultés de coordonner les objectifs de l'Etat et ceux des universités jusque là totalement autonomes.

La Commission royale d'enquête sur l'enseignement dans la province de Québec, présidée par Mgr Alphonse-Marie Parent, dont faisaient partie Arthur Tremblay et Guy Rocher, en 1964, faisait état d'une "crise dans l'enseignement" (à tous les niveaux) et, dès le premier chapitre de son Rapport, identifiait... "le problème fondamental qui domine tous les autres: l'accès des masses à la culture."

En ce qui concerne l'enseignement universitaire, le Rapport recommandait (entre autres) la création d'une nouvelle université à charte limitée (premier cycle seulement) et la création de centres d'études universitaires à Trois-Rivières, Rimouski et Chicoutimi. On y trouvait également la première reconnaissance officielle d'un certain malaise quant aux structures mêmes de l'enseignement universitaire. On y exprimait l'espoir de "voir tomber les cloisonnements malheureux" qu'on trouve dans les "universités canadiennes-françaises, aux facultés trop souvent étanches et aux programmes monolithiques" (p. 234).

Le Rapport Parent servit probablement moins de guide que de caution au ministère de l'Education qui, indépendamment, développait ses propres stratégies.

De toute façon, dès juin 1965, à l'Université Laval, le ministre Paul-Gérin-Lajoie faisait entendre que certaines choses allaient changer:

"Il est devenu impérieux, dit-il, de coordonner les projets de l'Etat et les projets de l'Université... Le but... (est) d'établir entre l'Etat et les institutions universitaires des liaisons organiques qui leur permettent d'être de véritables partenaires dans une entreprise commune... (il faut) encadrer et structurer la complémentarité de l'Etat et de l'Université." (Hebdo-Education, 18 juin 1965)

L'un des instruments de cet encadrement, l'un des outils de cette structuration, serait une nouvelle université.

Au cours des années suivantes, on parlera longuement de pressions démographiques, de croissance anticipée de la "demande", pour justifier la création d'une nouvelle université. Des arguments dont la validité aurait été plus percutante si on ne les avait accompagnés de considérations sur une notion quasi théologique de "taille optimum" de l'Université... fixée à 25,000 par une opération semblable à celle qui permet d'établir le nombre d'anges qu'on peut loger sur la tête d'une épingle. L'avantage de ce chiffre magique était de limiter l'expansion de l'Université de Montréal et de l'Université Laval (la qualité de l'enseignement dans les grandes institutions américaines, par exemple, ne semble pas souffrir de tailles qui ont largement dépassé l'optimum).

Puisqu'on ne pouvait prendre d'assaut les universités traditionnelles et les forcer de s'adapter rapidement à des besoins nouveaux, on allait modifier les règles du jeu en introduisant un nouveau joueur dans la partie.

\*\*\*

En décembre 1965, le ministre de l'Education recevait le Rapport du Comité d'étude sur les modalités de réalisation d'une nouvelle université de langue française à Montréal, présidé par Guy Rocher, et dont faisaient partie Arthur Tremblay, Germain Gauthier et Yves Martin.

La timide proposition du Rapport Parent devenait moins modeste. On recommandait la création d'une université à caractère public, non confessionnelle, à charte non limitée, implantée préférentiellement au cen-

tre-ville (on suggérait des noms comme Université Louis-Jolliet, Université du Saint-Laurent, ou même Université Papi-neau).

On envisageait que cette nouvelle université aurait comme "préoccupation dominante" l'éducation permanente, et qu'elle aurait une vocation particulière de formation des maîtres."

Mais, avant tout... "la fondation de la nouvelle université devra nécessairement être l'occasion d'un renouvellement de la vie universitaire... (devra être) un foyer de culture différent et non le dédoublement effacé d'un modèle existant."

\*\*\*

C'est en septembre 1967, pendant que le ministère de l'Education poursuit son travail sur le dossier, que se situe le curieux interlude du Colloque de la Chambre de Commerce de Montréal sur une deuxième université de langue française à Montréal.

Lucien Saulnier, président du comité exécutif de la ville de Montréal, propose une implantation sur l'axe Berri-de-Montigny (une idée qui sera retenue par le ministère pour le nouveau campus, alors que l'UQAM voulait s'établir juste à l'ouest de Saint-Laurent). Il exprime l'opinion que "le plus pressant est... de permettre à des milliers de jeunes travailleurs et moins jeunes de faire des études supérieures tout en travaillant", (document conservé aux Archives de l'UQAM).

Mme Livia Thür, alors professeur agrégé à l'U. de M., émet l'avis "qu'il se pourrait... que, pour des raisons de flexibilité et d'adaptabilité, la nouvelle université renonce à la structure facultaire traditionnelle". (id.)

Richard Brunelle, vice-président à l'éducation de l'Union générale des étudiants du Québec, fait une intervention qu'on peut, avec le recul, trouver remarquable:

"Dans le cadre du développement planifié de l'enseignement supérieur, la seconde université pourra servir d'instrument de choix pour instaurer cette planification et de la sorte emporter les autres universités dans le mouvement... Une seconde université de langue française à Montréal (pourrait être)... conçue comme un moteur de la réforme universitaire... On pourrait nommer le résultat de ces réformes l'Université du Québec, à campus multiples". (id.)

C'est la première fois qu'on entend parler, publiquement en tout cas, d'Université du Québec.

\*\*\*

Le ministère de l'Education, lui, a mis en marche le comité qui sera le créateur de l'UQAM (et, par voie de conséquence, de l'UQ) telle qu'on la connaît: c'est le Groupe Recherche et Développement, où l'on trouve les noms de Pierre Martin, Gérard Martin, Germain Gauthier, Louis Rousseau.

Ce comité remet deux rapports au ministre de l'Education, l'un en 1967, l'autre en juin 1968.

On y élabore en détail tout ce qui a fait et fait encore l'originalité de l'UQAM dans l'organisation de l'enseignement et de la recherche: définitions de la nature et des fonctions des départements, de la nature et des fonctions des modules et des familles de modules, de l'organisation des études graduées et de la recherche. Un effort considérable d'innovation qui est un

témoignage de la qualité des hommes qui l'ont réalisé.

En novembre 1968, on crée le Comité de planification de l'UQAM (en même temps que des comités de planification pour Trois-Rivières et Chicoutimi), avec la participation de Gérard Martin, Pierre Martin, Germain Gauthier, Louis Rousseau. Godefroy Cardinal, qui sera le premier vice-recteur exécutif de l'UQAM, est secrétaire du comité.

Le mois suivant, en décembre, puis en janvier 1969, Pierre Martin adresse aux divers comités de planification des Documents de travail qui orienteront leurs délibérations; ils portent sur le cadre des programmes, les règles d'agencement des cours dans un programme et l'agencement interne des cours.

Entre temps, le projet de loi créant l'Université du Québec, déposé par Jean-Jacques Bertrand, a été sanctionné le 18 décembre 1968.

Le 25 mars 1969, Hebdo-Education, organe du ministère de l'Education, publie "L'organisation de l'enseignement et de la recherche dans les universités constituantes" de l'UQ, qui rend public le projet élaboré par le Groupe Recherche et Développement.

Le premier recteur est nommé en avril. C'est Léo Dorais, qui était alors directeur de l'éducation permanente à l'Université de Montréal. Le choix reflétait ce qu'on avait conçu comme devant être la "préoccupation dominante" de la nouvelle université.

\*\*\*

Ce qu'il y a de spécifique et de novateur à l'UQAM avait été conçu et élaboré avant même que l'UQAM n'ouvre ses portes. Même le projet d'apporter une certaine réforme dans l'enseignement du droit était une idée chère à Pierre Martin qui, devenu vice-président à la planification à l'UQ, préside dès l'automne 1969 le "Comité de planification sur l'enseignement du droit", dont sortira le programme de sciences juridiques.

Dans son rapport, daté de novembre 1970, le comité avait même prévu un petit problème qui devait rebondir plus tard:

"Le comité conclut à nouveau qu'il est inutile pour l'Université du Québec de penser à organiser un programme de droit de qualité ordonné aux chambres professionnelles si elle n'obtient pas des échelles de traitement plus élevées (que les échelles 'normales') pour ses professeurs". (document conservé aux Archives de l'UQAM)

Que ce programme réponde aux vues de l'Etat, c'est Jérôme Choquette, ministre de la Justice, qui l'a souligné dans un message au congrès de 1973 du Jeune Barreau de la province de Québec: "... (le programme de sciences juridiques) vise... à former un nouveau type de juriste de manière à ce qu'il soit en mesure d'agir plus directement sur les structures de la société et puisse devenir un agent de transformation sociale". (document conservé aux Archives de l'UQAM).

\*\*\*

En bref, l'Etat a atteint l'essentiel de l'objectif qu'il s'était fixé en créant l'Université du Québec. C'est une réussite. Une première réussite sur la voie qui mène à la création d'un ministère des Universités ou de l'équivalent.

Il est un peu paradoxal que, dans la mesure où l'on pourrait parler d'une confrontation Etat-Université, c'est l'Etat qui se soit fait le moteur de progrès et d'adaptation aux conditions nouvelles de notre société.

## Symposium Enfance et sexualité

### La porte est ouverte au public: il y a des activités pour tous



A la Galerie UQAM, l'expo-colloque a été préparé dans la détente et le plus grand sérieux du monde.

De tous les colloques d'importance tenus jusqu'à maintenant à l'UQAM, celui-ci est le premier à mettre sur pied des activités para-scientifiques afin de sensibiliser un large public aux questions soulevées par cet événement.

Outre la présentation d'une pièce de théâtre (dont nous disons quelques mots ci-dessous), deux types d'activités auront lieu à la Galerie UQAM, pavillon Judith-Jasmin: une exposition de photographies et la projection de deux diaporamas.

#### Expo-colloque

Dans un décor à caractère enfantin conçu par deux finissants en arts plastiques, Suzanne Guy et Raymond Lavoie, cette exposition illustre les diverses facettes de la sexualité de l'enfant à partir de textes, photos et dessins d'enfants. Le document textuel, élaboré entre autres par

M. Joseph Levy qui assume la coordination de toutes les activités para-scientifiques, en plus d'être affiché, sera disponible dans des brochures distribuées sur place.

On y aborde quatre thèmes: le **comportement sexuel infantile chez les primates subhumains** à partir duquel l'on peut mieux analyser la sexualité infantile de l'espèce humaine dans ses points de rupture et de continuité d'avec le monde animal; **les aspects transculturels** de la sexualité infantile; **l'histoire de la sexualité dans les sociétés occidentales** qui s'ouvre sur cette citation de Aries: «L'une des lois non écrites de notre morale contemporaine, la plus impérieuse et la mieux respectée, exige que les adultes s'abstiennent devant les enfants de toute allusion, surtout plaisante, aux choses sexuelles.»



M. Joseph Levy, du département de sexologie, responsable de toutes les activités para-scientifiques.

### «Les enfants n'ont pas de sexe»

«Les enfants n'ont pas de sexe»... et pourtant ils en parlent beaucoup, entre eux, en cachette, avec des mots qui font rire le plus souvent, reflétant en cela la peur et la gêne des adultes face à ce sujet éminemment tabou.

Dans le cadre du symposium, Le Théâtre de Carton, dont la réputation n'est plus à faire dans le domaine du théâtre pour enfants au Québec, propose un spectacle qui affirme sans détours le droit des enfants à la découverte de leur corps ainsi qu'au plaisir sexuel.

«C'est la première fois au Québec, commente une des comédiennes, que seront abordées ces questions d'une façon simple et directe. Ce qui ne veut pas dire n'importe comment. Notre intention n'est ni de choquer, ni de provoquer mais d'informer les enfants, de désamorcer leurs peurs et, dans le meilleur des cas, de déclencher un nouveau dialogue entre enfants et adultes.»

D'abord écrite en allemand, traduite par la suite en anglais puis adaptée pour les gens d'ici par une équipe du Théâtre de Carton qui en assure le jeu et la

mise en scène (Diane Chevalier, Jacinthe Potvin, Robert Dorris et Marc Gendron) la pièce «Les enfants n'ont pas de sexe» consiste en une suite de sketches à caractère essentiellement didactique.

Elle livre un certain nombre d'informations sur l'anatomie et les caractéristiques sexuelles des garçons et des filles, le système reproducteur, les relations sexuelles. «Une seule consigne, affirment les comédiens: nommer les choses par leurs noms dans un climat de confiance et de respect».

S'adressant aux adultes aussi bien qu'aux jeunes de 8 ans et plus, le spectacle questionne également les attitudes parents-enfants et adultes qui savent et se disent, sans fausse pudeur.

Selon sa bonne habitude, le Théâtre de Carton prévoit tenir une séance d'animation après chacune des cinq représentations. «Cette pièce est très dense et soulève beaucoup de choses non dites dans le quotidien; il nous apparaît donc important de ne pas laisser le public en plan. Nous voulons fournir aux parents et enfants qui le désireraient, une occasion de nous livrer leurs réactions en toute simplicité.»

Non-subsventionnée, la production implique des frais que le département de sexologie, seul, ne peut assumer. Aussi est-ce la seule activité para-scientifique pour laquelle l'on doit exiger un droit d'entrée (adultes: \$3.50 - enfants: \$1.50).

Les représentations auront lieu à la salle Marie Gérin-Lajoie du pavillon Judith-Jasmin, 455 est rue Sainte-Catherine. Les 7, 9, 11, 12 et 13 septembre à 20h.

D.N.

Le document traite enfin des **étapes du développement psychosexuel et érotique** de l'enfant, de la naissance à la puberté, compte tenu de la maturation et du fonctionnement individuels et des types de stimulation et de régression fournis par son environnement.

Sans être une simple illustration du texte, les photographies et dessins qui l'accompagnent évoquent l'univers complexe de l'enfance, monde magique duquel chaque adulte émerge.

#### Diaporamas

S'ajouteront à cette exposition deux productions audio-visuelles réalisées à l'UQAM. La première, conçue par M. Jean-Yves Desjardins du département de sexologie, «**Amour, érotisme et enfant**» pose cette essentielle question: doit-on cacher aux enfants la vie sexuelle des parents, leurs manifestations d'amour et d'affection?

La seconde réalisation, intitulée «**L'enfant dans l'art**» trace le rôle de l'enfant dans la production artistique, depuis l'Égypte pharaonique jusqu'à Picasso. Fresques, peintures, dessins, gravures de toutes les civilisations, de la Chine à l'Afrique, de l'Occident Européen au monde des Esquimaux. Ce diaporama a été élaboré par Mme Claudette Hould, du département d'histoire de l'art et par M. Luc Monette, animateur à la Galerie UQAM, par ailleurs responsable de l'expo-colloque.

L'entrée est libre pour l'une ou l'autre des activités de la Galerie sise au 1400 rue Berri. Les 4-5-6-septembre, de 12h à 18h et les 7-8-9-septembre, de 10h à 20h.

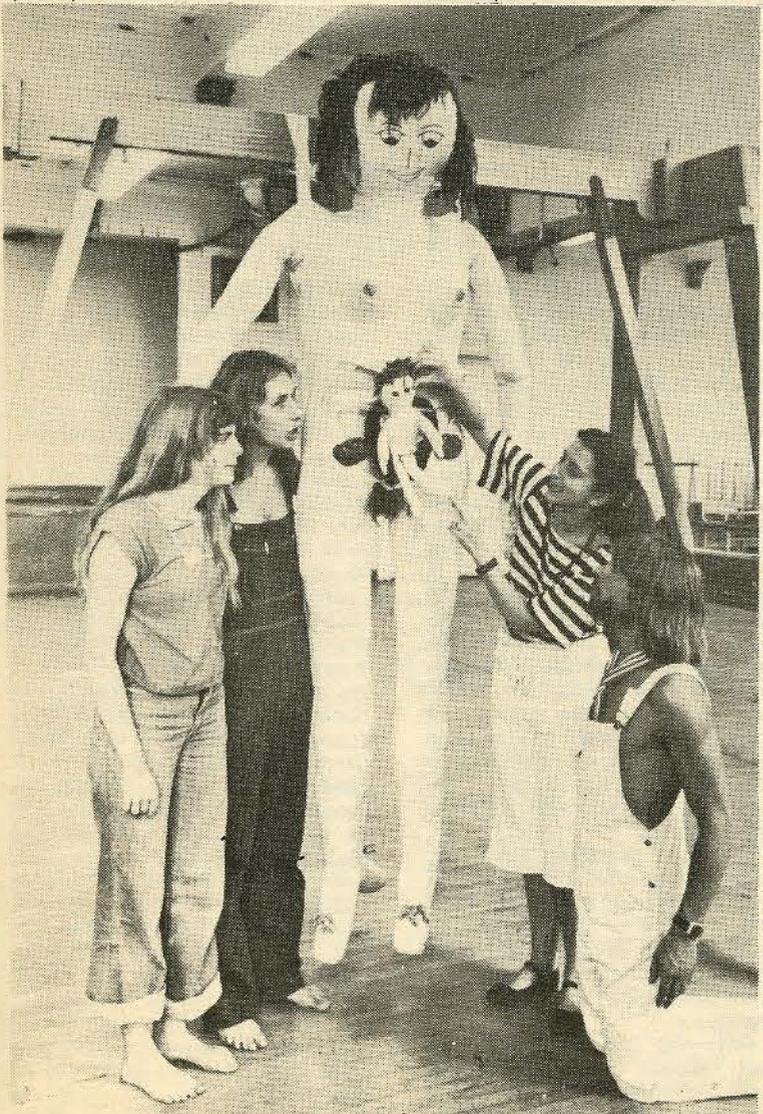
#### Cinéma

Le samedi et le dimanche, en la salle 2940 du pavillon Judith-Jasmin, près d'une trentaine de films seront projetés, tous réalisés et distribués soit par l'ONF, soit par la Direction générale du cinéma et de l'audio-visuel du ministère des Communications du Québec et ayant un dénominateur commun: l'enfant.

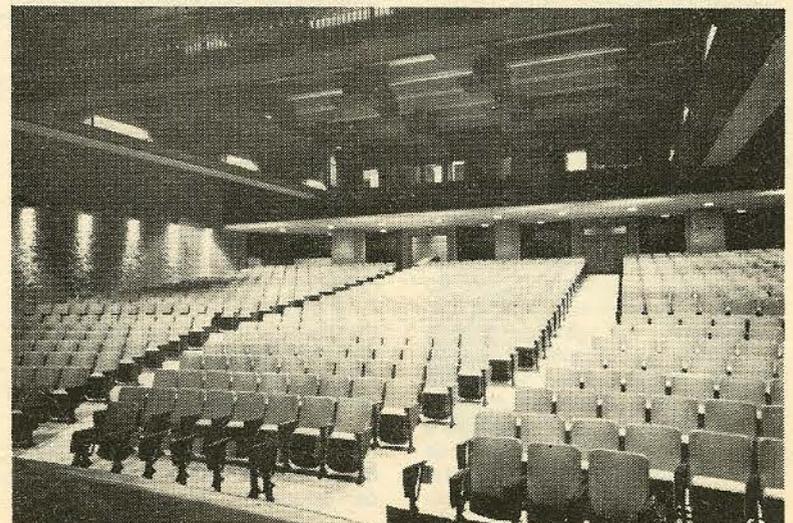
Certains touchent particulièrement la grossesse, la naissance ainsi que la socialisation des garçons et des filles; d'autres traitent des problèmes d'éducation et des moyens de développement du potentiel créatif de l'enfant; une troisième série est consacrée aux enfants en difficulté d'adaptation; les enfants trouveront enfin leur compte lors des séances du dimanche après-midi puisque l'on y présentera des films illustrant les jeux et formes d'imaginaire enfantins, leur monde de rêve et de plaisir.

L'entrée est libre. L'horaire des projections est disponible sur place. Les films sont présentés le samedi 8, de 9h45 à 12h30 et de 14h à 17h30. Et le dimanche 9, aux mêmes heures sauf pour la première représentation de la matinée qui débutera 15 minutes plus tôt.

D.N.



Pour les besoins de la cause, les poupées aussi ont un sexe!...



La grande salle Marie-Gérin-Lajoie, pavillon Judith-Jasmin.

## Le pays des Jarrets noirs expliqué au monde

«N'est-ce pas conforme à la vocation de l'Université de réinvestir à fond dans la collectivité le fruit du travail qui se fait ici et, en retour, d'en tirer un enrichissement?», fait remarquer M. Pierre Mayrand, professeur au département d'histoire de l'art, dont les activités d'enseignement et de recherche se prolongent dans le milieu québécois, comme le montre la création récente du Centre régional d'interprétation de la Haute-Beauce, mis sur pied en collaboration avec le Conseil des monuments et sites du Québec.

Projet auquel participent plusieurs étudiants de l'UQAM, le Centre a pour premier but de sensibiliser la population à son patrimoine culturel, naturel et industriel d'un territoire beauceron englobant une quinzaine de

municipalités rayonnant autour de La Guadeloupe. Cette aire géographique est caractérisée par l'élévation et l'alternance des surfaces du domaine forestier et agricole.

Le centre cherche en deuxième lieu à faire connaître et aimer ce coin du Québec en développant sa vocation originale au tourisme et au loisir, dans la plus heureuse conjugaison possible de la nature et de l'habitat. Ce qui signifie d'une part, prise en main par la population de son propre patrimoine, et d'autre part, continuation de l'action du groupe de recherche de l'UQAM, notamment en ce qui touche à un futur musée du patrimoine (collection Napoléon-Bolduc) sur les arts et les traditions populaires. Un comité local provisoire des équipements

culturels de la Haute-Beauce vient d'être formé à La Guadeloupe. On prévoit des démarches auprès de divers ministères et associations à vocation touristique, culturelle, voire industrielle, puisque dorénavant la prise de conscience de l'identité québécoise tient compte, par de nouvelles méthodes et techniques de tourisme, de ce qu'on pourrait appeler un tissu d'interrelations économique-viables. D'ailleurs, on procède à l'inventaire des attraits touristiques régionaux en vue de publier une carte Beauce-Appalaches assortie de la mention des services d'hôtellerie-restauration, de sport et autres. Tout est mis en oeuvre pour faire découvrir les richesses d'une région aux beautés panoramiques inoubliables.

C.A.



«...quand le bâtiment va, tout va!»



«...j'ai trouvé l'eau si belle que je m'y suis baigné!»

## Le bruit en milieu de travail: une brochure qui fait dresser les oreilles

Les rapports de recherches universitaires prennent rarement l'allure d'une brochure d'informa-

tion et de sensibilisation destinée aux travailleurs: «Le bruit en milieu de travail» fait exception.

Cette publication d'une centaine de pages, d'une facture impeccable, est abondamment illustrée et rédigée en des termes compréhensibles pour quiconque sait lire. Elle est l'aboutissement de deux années et demie de recherches effectuées par Mme Donna Mergler, en collaboration avec Dominique LeBorgne, Florian Ouellet et Serge Simoneau de l'IRAT (Institut de recherche appliquée sur le travail).

Voici résumés les objectifs du document:

«Le bruit en milieu de travail est un problème d'une extrême gravité (...) Nous avons tenté, par cette brochure, de répondre à des besoins urgents et variés. Il s'agit d'un document de référence qui regroupe l'essentiel de l'information disponible sur le bruit et ses conséquences sur la santé. Il s'agit aussi d'un instrument de travail à l'usage des comités syndicaux de santé et de sécurité au travail et des services de formation des organisations de travailleurs. Nous espérons que ce document, conçu et réalisé pour les travailleurs et leurs représentants, pourra être utilisé par chaque organisation syndicale en fonction de sa propre stratégie d'action.»

Chacun des chapitres traite d'un aspect particulier de la question: Situation en matière de bruit et de surdité professionnelle au Québec; description du bruit et de ses deux principales composantes, l'intensité et la fréquence; description du fonctionnement de l'oreille et du principal moyen de mesurer la perte d'audition: l'audiogramme; effets nocifs du bruit sur la santé (surdité accidentelle et surdité professionnelle); techniques et approches sur la réduction du bruit; législation relative au bruit et à la surdité professionnelle, etc.

Cette brochure a été réalisée grâce à des subventions du ministère du Travail et de la main-d'oeuvre du Québec et du Fonds institutionnel de recherche de l'UQAM. Imprimée à 12 000 exemplaires, elle est présentement distribuée dans les centrales syndicales du Québec.

C.G.

## A quand l'accès au Parc olympique?

Hélas, on n'entrera pas au Parc olympique en même temps que dans le nouveau complexe UQAM. On ira jouer dehors en attendant.

Rappelons les événements: pour remédier à l'absence d'installations sportives dans les nouveaux immeubles du centre-ville, pour répondre aux besoins de l'enseignement (kinanthropologie/éducation physique) et en vue d'élargir une pratique de masse déjà bien lancée par l'animation des sports au pavillon Latourelle, l'UQAM concluait un accord de principe à l'automne 77 avec le ministre responsable du Haut Commissariat à la Jeunesse, aux Loisirs et aux Sports, M. Claude Charron, en vue de l'utilisation du Parc olympique.

Le 1er mars dernier, le directeur

des SAE, M. Laurent Jannard faisait parvenir à la Régie des installations olympiques (RIO) un complément d'information sur l'éventualité d'une intégration des facilités sportives de l'UQAM au Parc Olympique.

L'Université indiquait qu'avant de se prononcer, elle attendrait les propositions globales de la Régie. Celle-ci aurait à tenir compte des aspects suivants: les espaces consentis en exclusivité à l'UQAM; la programmation des activités d'enseignement et de recherche (salles de cours, labos, plateaux et bassins d'entraînement); les programmes communs, les services et les espaces partagés entre partenaires éventuels (UQAM, Concordia, Collège Dawson, Ville de Montréal, Institut des Sports du Québec); les coûts d'exploitation et le modèle de gestion de l'ensemble des espaces. «Ce qui suppose la mise en place d'une direction nouvelle, responsable de la gestion physique des lieux et d'un conseil d'administration où siègent des représentants de chacun des organismes impliqués», explique M. Jannard.

Conviendra-t-on, ainsi que le préconise l'UQAM, de mettre les ressources en commun, afin d'offrir un éventail complet d'activités dirigées et de libre participation? Et à l'instar du Latourelle, d'ouvrir toutes grandes les portes à la communauté environnante?

Récemment, la Régie soumettait pour avis au vice-rectorat à l'administration et aux finances ainsi qu'au département de kinanthropologie un plan directeur touchant l'organisation et le fonctionnement des espaces aménagés dans la tour en construction au Parc olympique, dans l'hypothèse d'un emménagement permanent de la kinanthropologie et de l'éducation physique.

C.A.

## La Galerie UQAM

Augmentant sa superficie de 900%, la Galerie UQAM dispose désormais de deux salles d'exposition dont une spacieuse, à cloisons mobiles, divisible en trois espaces (Jasmin R-160). L'autre (Jasmin R-120), appelée salle d'activités de soutien, en plus d'être un lieu d'expositions artistiques et didactiques, recevra et diffusera des projets axés sur l'audio-visuel: diaporamas, films, vidéos, spectacles mixtes, auditions, mini-conférences, etc.

Avec ses nouveaux locaux au rez-de-chaussée du pavillon Judith-Jasmin auxquels on accède par l'entrée du 1400 Berri, la Galerie UQAM sera mieux à même de jouer un rôle d'avant-garde dans les expositions liées à l'enseignement et à la recherche des modules et départements, particulièrement ceux de la famille des arts.

## Les enfants du macadam au Centre de la Nature

Quand on passe l'été en pleine nature - la vraie, sans magasins autour, sans électricité, sans eau dans le chalet - avec des bandes de jeunes de 8 à 14 ans, qu'est-ce qu'on retient de l'expérience?

«Beaucoup!

«...mais pour en parler sérieusement, on doit mettre de l'ordre dans ses souvenirs. Et faire la part des choses, expliquent deux animateurs du projet «Accessibilité Plein-Air», actuellement à faire un premier bilan.

On se souviendra que les stages qui se sont déroulés au Centre de la nature de l'UQAM, près de Saint-Faustin, avaient été initiés par le service d'animation socio-culturelle, et préparés en collaboration avec le service des sports et un organisme de l'extérieur, «Projet 80».

Il s'agissait, dans le cadre des services à la collectivité, de faire participer à la vie de plein-air, une population de jeunes du Centre-Sud de Montréal, n'ayant à peu près jamais connu «l'été à la campagne». On avait retenu une équipe d'animation et d'encadrement composée d'étudiants (en biologie, en éducation physique, en théâtre, en éducation), ayant tous une expérience auprès des enfants et se sentant à l'aise dans la grande nature. «Malgré cela, se rappelle Alain Giasson, responsable de l'équipe, les premiers jours ont été durs.

«Il a fallu s'adapter: aux lieux, au groupe, aux enfants. Ça rompt d'un coup avec les livres. Pour moi, c'est ça un stage d'étude. Il ne suffit pas de sortir quelques heures par semaine de l'université pour passer de la théorie à la pratique.»

Raymond Dusseault, pour sa part, raconte que «ce plongeon avec des enfants si injustement marqués par la vie, l'a complète-

ment bouleversé au début de l'été. J'étais déprimé. Je me disais que je ne pourrais rien faire pour eux, avec eux. Un animateur de «Projet 80» (organisme du Centre-Sud) m'a remonté le moral, me faisant comprendre qu'avec des enfants aussi dégourdis, bien que démunis à plus d'un point de vue, on pouvait établir la communication, profitant des deux côtés de ces échanges».

L'équipe a tenu bon tout l'été. Elle a su «se réajuster» selon les groupes. Adapter les activités. «Certains enfants aimaient beaucoup plus la lutte gréco-romaine que les marches en forêt!»

Comme prévu, garçons et filles - près d'une centaine - ont participé durant leur séjour (8 jours) aux tâches domestiques: cuisine, ménage, entretien du feu, etc.

Au service d'animation socio-culturelle, de même qu'à «Projet 80», on est enthousiasme à la suite de cette première expérience.

Jacques LaMothe du SASC de l'UQAM souhaite que, dans un deuxième temps, les modules et le service d'éducation permanente, par exemple, s'impliquent dans le projet. «Quant à moi, connaissant mieux ces enfants du Centre-Sud, leurs besoins, leurs goûts, je tenterai à travers ma programmation (théâtre, cinéma, danse, musique) de m'adresser plus directement à eux.»

Notons que la première manifestation à se tenir publiquement à la grande salle Marie Gérin-Lajoie (nouveau-campus) sera présentée en avant-première, tout spécialement pour la population du Centre-Sud, le 5 septembre. Il s'agit de la pièce «Les enfants n'ont pas de sexe» jouée par le Théâtre de Carton.

H.S.